



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE TARN-ET-GARONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL DE POLICE DE L'EAU

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT
PROTECTION DES BERGES DE LA PRISE D'EAU DE LA STATION DE POMPAGE -
ARRATS - COMMUNE GRAMONT

COMMUNE DE GRAMONT

DOSSIER N° 82-2014-00147

Le préfet de TARN-ET-GARONNE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2224-8 et 2224-6 et suivants ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-180-0009 relatif à l'organisation de l'exercice de la police de l'eau et des milieux aquatiques dans le département du Tarn-et-Garonne en date du 29 juin 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-092-0014 du 2 avril 2013 portant délégation de signature à Monsieur Marc TISSEIRE, directeur départemental des territoires de Tarn-et-Garonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-245-0001 du 2 septembre 2013 portant délégation de signature aux chefs de service et à certains agents de leur service de la direction départementale des territoires de Tarn-et-Garonne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 21/03/14, présenté par Compagnie d'Aménagement des Côteaux de la Gascogne représenté par son Président, enregistré sous le n° 82-2014-00147 et relatif à : PROTECTION DES BERGES DE LA PRISE D'EAU DE LA STATION DE POMPAGE - ARRATS - COMMUNE GRAMONT ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

Compagnie d'Aménagement des Côteaux de la Gascogne

**CHEMIN DE L'ALETTE BP 449
65004 TARBES**

concernant :

**PROTECTION DES BERGES DE LA PRISE D'EAU DE LA STATION DE POMPAGE - ARRATS -
COMMUNE GRAMONT**

dont la réalisation est prévue dans la commune de GRAMONT

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	Déclaration	Arrêté du 13 février 2002

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Conformément au dossier présenté :

- Les travaux se feront en prenant toutes les précautions nécessaires afin de ne générer aucune pollutions sur le milieu.
- L'enrochement suffisamment dimensionné (blocs assez gros) sera lié le plus possible au terrain naturel en utilisant les points dur existants (racines des grands frênes) comme point d'encrage. Les blocs ne seront pas jointoyés pour conserver une certaine rugosité et les pentes des berges seront respectées.
- Un géotextile sera disposé sous l'enrochement afin d'éviter le départ des terres lors de montée des eaux.
- Une toile de coco sera disposée au bord de l'enrochement pour faire la liaison avec les berges en terre. Celle-ci sera immédiatement enherbée.
- Le busage existant sera prolongé à l'aval de la station de pompage pour limiter le risque d'érosion.
- Les travaux seront suivis par le technicien rivière du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique de l'Arrats.
- Une ripisylve pourrait mise en place dans les zones où elle est absente afin de limiter l'entretien des berges.
- Un reportage photo de la phase de travaux sera transmis au SDPE afin d'être annexé au dossier de travaux.

Le SDPE et l' ONEMA seront prévenus de la date de début et de fin de travaux.

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de GRAMONT où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de TARN-ET-GARONNE durant une période d'au moins six mois. Cette décision est susceptible de recours contentieux par les tiers, dans les conditions définies à l'article L 514-6 du code de l'environnement, devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai d'un an à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune de GRAMONT. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cet mise en service ».

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

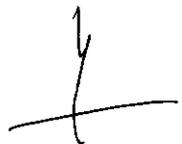
En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A MONTAUBAN le 23 MAI 2014
Pour le préfet de TARN-ET-GARONNE
Le chef du Service Départemental de Police de l'Eau



Michel BLANC

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

